

JURISTE DROIT SOCIAL

Domaine d'activité

Métiers du juridique

Famille de métiers

Social

Autres appellations du métier

Juriste social, Juriste,
Collaborateur social

Nomenclature PCS

372e - Juristes

Nomenclature ROME

16134 - Juriste social / sociale

► Mission

Le Juriste en droit social réalise à la fois des missions de production et de conseil dans sa spécialité et auprès d'une variété d'entreprises clientes. Il accompagne les clients dans la gestion des relations individuelles et collectives de travail. Tenu d'être à jour de l'actualité sociale, il effectue un travail continu de veille juridique et sociale et de décryptage des enjeux issus de nouveaux dispositifs réglementaires auprès de ses clients.

Il est régulièrement amené à apporter un soutien technique aux collaborateurs du cabinet (Responsable de paie, Gestionnaire de paie, Collaborateur comptable, etc.) sur les aspects juridiques et sociaux de leurs dossiers et évolue, dans les petits cabinets, sous la supervision d'un Expert-comptable dirigeant et, dans les plus grands cabinets, sous la supervision d'un Directeur en droit social.

► Activités

Accompagnement et conseil des clients dans les relations individuelles de travail

- Rédige les contrats de travail, en particulier ceux présentant des problématiques spécifiques, en s'assurant du respect des dispositions légales et conventionnelles, en intégrant les spécificités d'organisation et d'enjeux RH de l'entreprise (type de contrat, pratiques de rémunération...)
- Gère l'ensemble des procédures de sanction disciplinaire et de rupture de contrat de travail, notamment celles présentant des problématiques spécifiques : rédaction des actes, établissement des formalités juridiques, conseil juridico-social sur les avantages et inconvénients de chaque forme de sanction disciplinaire et de rupture de contrat de travail...
- Assure des missions de suivi juridique et de conseil social autour des thématiques suivantes :
rémunération, temps de travail, gestion des absences...

Veille juridique et sociale

- Effectue un travail de veille juridique et de décryptage des évolutions réglementaires, législatives et jurisprudentielles en droit social
- Réalise des notes, synthèses et analyses réglementaires sur des thématiques sociales à destination des collaborateurs du cabinet et des clients
- Suit les évolutions réglementaires, du contexte économique et de l'activité spécifiques aux secteurs des entreprises de son portefeuille

Accompagnement et conseil des clients dans les relations collectives de travail

- Analyse les spécificités du climat social et des enjeux sociaux de l'entreprise
- S'assure de la mise en place des règlements intérieurs et des affichages obligatoires
- Accompagne les employeurs dans leurs relations avec les instances représentatives du personnel (IRP)
- Organise et assure un suivi des élections professionnelles
- Rédige les accords collectifs (notamment en matière de frais de santé et de prévoyance), s'assure de la réalisation des formalités légales (dépôt...) et fournit un appui dans le suivi de la mise en œuvre des accords (bilan annuel...)

Assistance technique et participation aux projets transverses du cabinet

- Apporte un soutien technique aux Responsables de paie, Gestionnaires de paie, Collaborateurs comptables et Auditeurs sur les aspects juridico-sociaux de leurs dossiers
- Assure des formations à destination des collaborateurs du cabinet sur l'actualité et l'évolution réglementaire en droit social
- Participe aux projets d'évolution des méthodologies et outils de travail en matière social (logiciels et bases de données spécifiques...), au développement de nouvelles offres en matière d'accompagnement social, les valorise auprès des clients



Juriste droit social

► Compétences

Légende

1 Niveau de base 2 Niveau avancé 3 Niveau confirmé 4 Niveau expert

Macro-compétences spécifiques

Macro-compétence	Niveau attendu sur la macro-compétence et compétence associée	Exemple d'application
Réglementations spécifiques au domaine de spécialité	4 Anticiper les tendances règlementaires, faire évoluer les offres et process de travail en fonction	Être à jour et anticiper l'actualité en droit social et expliquer au client l'impact des (futures) évolutions règlementaires en la matière
Collecte des informations nécessaires à la production d'une mission	3 Adapter les modes de collecte et de classification aux spécificités des clients et exigences de la mission	Proposer au client une variété des modes de transmission des informations nécessaires à la préparation d'un accord collectif selon les besoins : mail, voie postale...
Utilisation d'un logiciel métier	2 Utiliser les fonctionnalités d'un domaine d'intervention spécifique	Maîtriser les paramètres nécessaires pour ajouter un avenant aux conventions collectives disponibles sur le logiciel PolyActe
Process et méthodologies de travail spécifiques au domaine de spécialité	3 Anticiper et analyser les cas les plus complexes, mettre en place des améliorations méthodologiques	Mettre à jour, selon l'évolution règlementaire, le contrôle de qualité systématique des actes de rupture de contrat de travail générés par le logiciel
Production de livrables répondant à une problématique client	3 Réaliser et formaliser des analyses s'appuyant sur une variété de matériaux et des préconisations articulées aux problématiques spécifiques du client	Synthétiser, sous forme d'une note, les impacts juridiques des évolutions en matière de réglementations sociales
Sécurité des échanges de données avec l'externe	2 Sensibiliser ses interlocuteurs au respect des obligations en matière de sécurité des données	Lors de la collecte d'informations dans le cadre d'élections professionnelles, rappeler les obligations de la RGPD applicables

Macro compétences transverses

Pilotage de missions	2 Adapter et optimiser les caractéristiques d'un projet selon les évolutions d'objectifs et de contexte	Anticiper le besoin d'un collaborateur supplémentaire en prévision d'un projet d'accompagnement
Posture de conseil	3 Engager son interlocuteur dans des prises de décision stratégiques à travers des recommandations d'actions argumentées	Conseiller un client sur le type de rupture de contrat de travail adapté à son besoin
Sens commercial	2 Répondre directement au besoin du client, promouvoir l'offre du cabinet et intervenir sur des propositions commerciales	Prendre en charge les aspects légaux d'un accord d'intéressement à un dirigeant
Communication écrite et orale	4 Décrypter la dynamique collective d'un groupe de travail et adapter son mode d'animation	Animer des formations sur des aspects de réglementations sociales complexes
Organisation et planification du travail	3 Planifier son organisation du travail selon les priorités sur des différents dossiers d'intervention	Prendre en compte, pour l'ensemble de ses dossiers, les délais légaux d'envoi et de dépôt des pièces
Adaptation à une variété de situations et d'interlocuteurs	3 Adapter la prestation délivrée aux spécificités de situations et d'interlocuteurs	Proposer aux entreprises du secteur de l'hôtellerie-restauration des formats de contrats à leurs spécificités
Confidentialité et déontologie	3 Faire respecter les règles de confidentialité et de déontologie, prévenir les situations à risque	Garantir au client la confidentialité des dossiers en sensibilisant et contrôlant l'application des règles de déontologie

Juriste droit social

► Variabilité du métier

Selon la taille du cabinet

- Dans les petits cabinets, et en particulier dans les petits cabinets appartenant à un réseau, le Juriste en droit social n'intervient pas que pour une seule structure mais pour plusieurs, selon leurs besoins respectifs d'expertise en droit social
- Dans les cabinets de grande taille, et en particulier dans ceux positionnés sur des missions d'audit, le Juriste en droit social peut être amené à réaliser des missions d'audit social afin de de s'assurer de la bonne application des obligations en matière de droit du travail : politique salariale, de recrutement, de formation, etc.

Selon les spécialités du cabinet

Selon les champs d'activités et les offres développées dans les cabinets, le Juriste en droit social peut intervenir sur les champs suivants :

- Réalisation d'audits sociaux : vérification de la bonne application des règles en matière de droit du travail
- Accompagnement des différentes instances représentatives du personnel : appui aux négociations collectives, conseils auprès des CSE
- Conseil en RH : politique de recrutement, plan de formation, pilotage de la masse salariale, etc.

Selon l'expérience du professionnel

- Possibilités d'encadrement des Juristes en droit social débutants après quelques années d'expérience
- Hausse des activités de formations internes et auprès des clients sur des thématiques juridico-sociales plus ou moins diversifiées, à mesure que l'expérience augmente
- Hausse des missions relatives aux relations collectives de travail et de conseil RH, avec l'expérience

► Conditions d'exercice

- *Relations professionnelles internes* : Expert-comptable dirigeant, Directeur du pôle droit social, Collaborateur comptable, Responsable gestionnaire de paie, Gestionnaire de paie, Juriste en droit des sociétés
- *Relations professionnelles externes* : Dirigeants, services RH, Représentants des instances du personnel, Avocats
- *Télétravail* : possible pour la quasi-totalité des activités, mais variable selon l'accès aux outils métiers et les pratiques internes du cabinet

► Prérequis pour l'exercice du métier

Formation initiale

Bac+5 minimum en droit social :

- Master 2 en droit social, en droit social et ressources humaines, DJCE (Diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise), etc. à l'université
- Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA)

Profil recommandé pour le personnel expérimenté s'orientant vers ce métier

- Juriste en droit social ayant exercé dans un cabinet de conseil
- Juriste en droit social ayant exercé en cabinet d'avocat
- Avocat, idéalement spécialisé en droit social
- Gestionnaire de paie en cabinet d'expert-comptable, disposant de plusieurs années d'expérience et sous condition de suivi de formation (master droit social)

Formations prioritaires en cours de carrière

- Actualités en droit social et décryptage des évolutions réglementaires spécifiques aux secteurs des entreprises du portefeuille
- Utilisation des logiciels métiers (génération d'actes...) : fonctionnement, paramétrages...
- Formations spécifiques pour le développement d'expertises en matière sociale et RH : audit social, conseil et accompagnement des CSE, conseil et accompagnement des entreprises dans le développement de leur politique salariale, etc.

► Tendances d'évolution du métier

- Renforcement des compétences informatiques du fait de l'utilisation croissante des logiciels métiers (dématérialisation du dépôt des pièces, génération automatique d'actes, etc.)
- Approfondissement de la posture conseil auprès de toutes les entreprises (indépendamment de leur taille) du fait de la complexification et de l'évolution continue de l'arsenal réglementaire
- Elévation du niveau de formation initiale au recrutement (niveau Master 2 minimum de plus en plus exigé)

► Perspectives professionnelles

- Chargé de missions RH, Directeur du pôle droit social en cabinet d'expert-comptable
- Juriste au sein du département RH/pôle social d'une entreprise
- Juriste en droit social au sein d'un cabinet d'avocats ou de conseil
- Directeur du département RH/pôle social d'une entreprise
- Pour les juristes titulaires du CAPA, avocat spécialisé en droit social au sein d'un cabinet d'avocats